

Nom de naissance :																
	Premier prénom :															
	Numéro candidature :											Né(e) le :				
(Le numéro est celui qui figure sur la convocation ou la feuille d'émargement)																
15.5 / 20																
(Remplir cette partie à l'aide de la notice)																
Concours / Examen : <u>IFIP</u>										Session : <u>2025</u>						
Epreuve n° : <u>2</u>										Matière : <u>Fiscalité Professionnelle</u>						
<b>CONSIGNES</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.</li> <li>Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.</li> <li>Numéroter chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.</li> <li>Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.</li> <li>N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.</li> </ul>																
										Feuille : <span style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">01</span> / <span style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">03</span>						

## EXERCICE 1

Taux de TVA applicables aux travaux effectués.

Réponse apportée à un e-coutant

e-coutant xxxxxxxx

Réponse à = TVA : questions à l'administration

Madame,

Vous époux, plombier-chauffagiste RGE, en plus de vos travaux traditionnels de plomberie, installez des pompes à chaleur air-air ou air-eau, des chaudières classiques, chez des particuliers et dans des copropriétés. Vous interrogez sur le taux de TVA à facturer.

L'article 273-0 bis A du Code général des Impôts (CGI) indique que

"I. Relatif du taux réduit mentionné au premier alinéa de l'article 273-0 bis les prestations de rénovation énergétique qui répondent aux conditions suivantes :

1. Elles sont effectuées dans des locaux achetés depuis au moins 2 ans ;

2. Les locaux mentionnés au 1° du présent I sont affectés ou destinés à être affectés, à l'issue des travaux, à un usage d'habitation ;



3° Les prestations portent sur la pose, l'installation, l'adaptation ou l'entretien de matériaux, d'équipements, d'appareils ou de systèmes ayant pour objet d'économiser l'énergie ou de recourir à de l'énergie produite à partir de sources renouvelables par l'analyse :

a) de l'isolation thermique ;

b) du chauffage et de la ventilation ;  
(...)

IV. Pour l'application du I du présent article, le preneur de la prestation atteste par écrit que les conditions prévues au même I sont remplies.

Cette attestation est établie en double exemplaire, dont l'un est remis au vendeur, qui le conserve à l'appui de sa comptabilité. (...) "

L'article 279-0 bis du CGI précise :

" 1. La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux réduit de 6% sur les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien autres que ceux mentionnés à l'article 278-0 bis A portant sur de locaux à usage d'habitation achetés depuis plus de 2 ans, à l'exception de la part correspondant à la fourniture d'équipements ménagers ou mobiliers ou à l'acquisition de gros équipements fournis dans le cadre de travaux d'installation ou de remplacement du système de chauffage (...)

(...)

3° Le taux réduit prévu au 1 est applicable aux travaux fournis au propriétaire ou, le cas échéant, au syndicat de propriétaires (...) à condition que le preneur atteste que ces travaux se rapportent à des locaux d'habitation achetés depuis plus de 2 ans (...)



En outre, l'article 30-00 A de l'annexe IV du CGI prévoit par arrêté que ce sont celles du champ du Tava réduit prévu à l'article 279-0 bis du CGI la part correspondant à la fourniture de certains gros équipements :

- système de chauffage - équipements collectifs suivants situés dans un immeuble comportant plusieurs locaux : chaudière utilisée comme mode de chauffage ou de production d'eau chaude, mur à fion, stère à gaz et pompe à chaleur ;
- système de climatisation : tous les systèmes de climatisation, ainsi que les pompes à chaleur de type air/air.

L'application de ces articles au cas particulier de notre épave entraîne les Tava suivants :

+ la part des pompes à chaleur air - air (considérées comme appareils de climatisation) est facturée au Tava normal par la pompe à chaleur et l'ensemble de ses pièces constitutives (support, diffuseur, grilles de soufflage, bacs de récupération, pompes).  
Le main d'œuvre et les frais de déplacement éventuels sont soumis au Tava de réduit de 5,5% si c'est dans le cas de rénovation énergétique et au Tava de 10% dans les autres situations.

+ Pour les copropriétés, selon l'article 30-00 A de l'annexe IV du CGI, les systèmes de chauffage sont exclus du Tava réduit donc soumis au Tava normal de 10% (ce sont des gros équipements). Mais le main d'œuvre et les frais de déplacement sont soumis au Tava réduit de 5,5% si ils s'inscrivent dans le cadre de la rénovation énergétique et au Tava réduit de 10% dans le autre cas.

+ En ce qui concerne les particuliers, les pompes à chaleur air - eau et les chaudières classiques sont soumis au Tava de 5,5% dans le cadre de travaux

de rénovation énergétique et 6% dans les autres cas.

Les taxes réduites s'appliquent sous réserve que le client (appelé le preneur) nous délivre une attestation indiquant que les travaux sont destinés à l'habitation et qu'ils sont achevés depuis plus de 2 ans. Cette attestation est téléchargeable sur internet.

Je reste à votre disposition si vous avez des questions complémentaires.

Dominique PASCAL  
Inspecteur des Finances  
Publiques.

[cette demande est définitivement clôturée].



Nom de naissance :



Premier prénom :

Numéro candidature :

Né(e) le :

(Le numéro est celui qui figure sur la convocation ou la feuille d'émargement)

15.5 / 20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen :

IFIP

Session :

2025

Epreuve n° :

2

Matière :

Fiscalité Professionnelle

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

02 / 03

Exercice 3 :

Instruction d'une réclamation contentieuse

Timbre du service

Date, lieu,

Affaire suivie par : Rédacteur

Monsieur,  
dirigeant de la société  
admir

Objet : Réclamation contentieuse reçue le (date)

Monsieur,

Suite au contrôle dont votre société a fait l'objet du 15 janvier 2024 au 29 mars 2024, vous avez fait une demande de recours hiérarchique le 5 juillet 2024. Vous contestez les droits et pénalités mis à votre charge car vous n'avez pas été reçu par l'inspecteur principal, ce qui aurait privé votre société d'une garantie substantielle.

Dans son arrêt n° 453241 du 13 octobre 2021, le Conseil d'Etat précise que le recours faisant état de difficultés affectant le déroulement du contrôle constitue



une garantie substantielle qui peut être exercée, par les contribuables relevant :

- de la procédure de rectification contradictoire, jusqu'à l'envoi de la proposition de rectification.
- d'une procédure d'imposition d'office, jusqu'à l'envoi des bases d'imposition ou, lorsqu'il n'a pas été procédé à cet envoi, en application du dernier alinéa de l'article 176 du Livre des Procédures Fiscales, jusqu'à la date de mix en recouvrement.

De plus, une fois la réponse faite par l'administration fiscale aux observations du contribuable, la possibilité de demander un recours hiérarchique ou une intercession sur le bien-fondé des rectifications maintenues par le service rectificateur est réservée aux contribuables faisant l'objet d'une procédure de rectification contradictoire. La demande de ces recours doit être formulée dans un délai de 30 jours à compter de la réception :

- de la réponse aux observations du contribuable (imprimé n° 3926 - CFE-80), s'agissant d'un recours hiérarchique.

- (...)

Le délai de 30 jours pour formuler une demande de recours hiérarchique est un délai franc.

Au cas particulier, vous avez l'objet d'une proposition de rectification datée du 2 avril 2024 à laquelle vous avez répondu le 30 avril 2024. L'administration vous a alors adressé l'imprimé 3926 en date du 6 mai 2024. Vous avez

donc un délai de 30 jours à compter de cette date pour formuler votre recours hiérarchique.

Le délai de 30 jours n'ayant pas été respecté, je ne vois dans l'obligation de rejeter votre demande l'ensemble droits et pénalités est dû dans son intégralité, la mise en recouvrement étant intervenue le 20 juin 2024.

Veuillez recevoir Monsieur mes sincères salutations

Signature (rédacteur)

Téléchargement sur  
www.devenez-fonctionnaire.fr  
Site d'entraide et de partage  
entièrement GRATUIT



## EXERCICE 2

### Rappel de CVAE

#### Question 1: Procédure d'imposition applicable au rappel de CVAE

Article 1586 ter du Code général des impôts  
Article L66 du Livre des Procédures Fiscales.

La société DURAND a omis de déposer la déclaration 1329-DEF permettant de liquider la CVAE au titre de l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022. Son chiffre d'affaires se monte à 4.565.000 €.

L'article 1586 ter précise :

" I - les personnes physiques ou morales ainsi que les sociétés non dotées de la personnalité morale (...) dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152500 € sont soumises à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.  
(...)

II. 3. La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, droits, et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée (...). "

L'article L66 du Livre des procédures fiscales indique :  
" Sont taxés d'office :  
(...)

3° : aux taxes sur le chiffre d'affaires, les personnes qui n'ont pas déposé dans le délai légal les déclarations qu'elles ont tenues de souscrire en leur qualité de redevables des taxes; (...)"



Nom de naissance :



Premier prénom :

Numéro candidature :

Né(e) le :

15.5 / 20

(Le numéro est celui qui figure sur la convocation ou la feuille d'émargement)

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours / Examen :

IFEP

Session :

2025

Epreuve n° :

2

Matière :

Fiscalité Professionnelle

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque feuille A3 dans le cadre à droite et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Feuille :

03 / 03

La société DURAND était tenue de déposer la contribution sur la valeur Ajoutée de l'entreprise (CVAE) via le formulaire 1329 - DEF en même temps que sa déclaration de l'impôt de la société. Ne l'ayant pas fait, une taxe d'office sera appliquée.

## Question 2 : Détermination du montant de la CVAE

La valeur Ajoutée des entreprises du régime de droit commun est égale à la somme du chiffre d'affaires et de certains produits diminués de certaines charges

① Chiffre d'affaires : 4.563 000 €  
 factures omises : 156 000 €  
Chiffre d'affaires final : 4.719 000 €.

② Charges à retenir :  
 Les achats : 50 352 €.

Les loyers et redevances afférents aux biens corporels pris en location ou en sous-location pour une durée de plus de 6 mois ou en crédit-bail, quelque soit sa durée, ne sont pas admis en déduction de la valeur ajoutée.  
 Donc : les loyers immobiliers, les loyers matériels, les

crédit-bail véhicules et les redevances sont prises en compte. Il faut ôter le montant le montant de 21 000 € de redevances non justifiées et 56 000 € de locations ponctuelles de matériel spécialisé.  
donc montant à prendre en compte.

loyer immobilier	: 48 000 €
loyer matériel	: 15 900 € (21 500 - 5600)
Crédit bail véhicule	: 36 000 €
Redevances	: <u>29 000 € (50 000 - 21 000)</u>
Total	128 900 €

Les honoraires sont déductibles (service extérieurs)

Les charges de personnel ne sont pas déductibles de la valeur Ajoutée. soit un montant de 3 691 776 € (Salaires et charges sociales)

La Valeur Ajoutée s'élève donc à

CA	= 4 719 000 €
- Honoraires	83 200 €
- Charges déductibles	<u>26 600 € (loyers courts et redevances injustifiées)</u>

Valeur Ajoutée: 4.609.200 €

Représentement de la Valeur Ajoutée:

Pourcentage du chiffre d'affaire : 80% (CA inférieur à 7,6 millions d'euros)



$$80\% \times 4.719.000 = 3.775.200 \text{ €}$$

La Valeur Ajoutée à prendre en compte est de  
3.775.200 €

Le taux théorique de l'imposition est de 0,75% de la Valeur Ajoutée. Mais comme le chiffre d'affaire n'exède pas 50 millions d'euros, l'entreprise peut bénéficier d'un dégrèvement dont le taux varie en fonction du chiffre d'affaire.

Le CA est de 4.719.000 €

Le taux effectif de l'imposition sera de

$$0,25\% + [0,45\% \times (4.719.000 - 3.500.000) / 7.000.000 \text{ €}]$$

soit 0,36% de taux effectif d'imposition

donc le montant de la CVAE est de

$$0,36\% \times 3.775.200 \text{ €} = 13.590,72 \text{ €}$$

arrondi à 13.591 euros

à cette CVAE s'ajoute la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée qui se monte à 3,46% de la cotisation due.

Cette dernière fait l'objet également d'une taxation d'office.

A cela s'ajoute également les frais de prélèvements, cette taxe consulaire étant versée aux Cci. Son montant est de 6%

Téléchargement sur  
[www.devenez-fonctionnaire.fr](http://www.devenez-fonctionnaire.fr)  
site d'entraide et de partage  
entièrement GRATUIT